

## Lettre Ouverte

Lomé, le 21 septembre 2020



A

Son Excellence Monsieur Nana Addo Dankwa  
AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana,  
Président en Exercice de la Communauté  
Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest  
(CEDEAO) s/c le Représentant-Résident de la  
CEDEAO au Togo,

Lomé-TOGO

**Excellence Monsieur le Président,**

Nous, mouvements et associations de la société civile du Togo à savoir : Association de Lutte Contre l'Analphabétisme pour le Développement Social (ALCADES), Amis des Populations Vulnérables du Togo (APVT), Association des Victimes de la Torture au Togo (ASVITTO), Galaxie Citoyenne pour la Démocratie (GCD), Groupe des Leaders d'Opinion à la Base (GLOB), Flambeau Du Peuple (FDP), Fédération des Jeunes Démocrates (FJD), Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH), Mouvement Conscience Mandela (MCM), Mouvement pour la Justice Sociale (MJS), Synergie des Elèves et Etudiants du Togo (SEET), Union des Jeunes pour le Développement à la Base (UJDEB-TOGO), tous régulièrement déclarés et enregistrés au Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales (MATDCL), voudrions partager avec vous notre préoccupation sur la situation qui prévaut dans la sous-région ouest-africaine en général, et au Togo en particulier.

De prime abord, permettez-nous de vous exprimer nos félicitations à la suite du choix porté par vos pairs sur votre personne, lors la 57<sup>ème</sup> session ordinaire du sommet de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de notre Institution sous-régionale tenue à Niamey au Niger le lundi 7 septembre 2020, pour présider aux destinées de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Les populations africaines en général, et celles du Togo en particulier, trouvent dans ce choix un sentiment d'espoir pour leur épanouissement afin de se débarrasser du joug de l'impérialisme moderne, aussi subtil que sournois qui ne cesse d'influencer la gouvernance dans certains de nos États et qui retardent le développement de la sous-région.

Le Togo, notre pays, fait malheureusement partie de ce lot de pays incriminés, dont les dirigeants, essentiellement de l'Afrique francophone, sont restés autistes et imperméables aux valeurs et principes de la démocratie, de l'État de droit et du respect des droits de l'homme, valeurs et principes qui ont pourtant permis aux autres nations de se compter parmi les pays émergents de la planète, dont l'État frère du Ghana, d'ailleurs l'une des fiertés de la sous-région sur les plans politique, économique, industrielle et sociale, et que vous avez l'insigne honneur de présider à la destinée.

**Monsieur le Président,**

Votre engagement personnel et votre souci constant de voir les filles et les fils du Togo unis et réconciliés autour d'une même vision de développement de leur pays à l'image du Ghana, ont été suffisamment exprimés et prouvés en 2017 lorsque vous aviez bien voulu accompagner les acteurs socio-politiques de notre pays dans la résolution de la crise qui le mine encore.

Tél. : +228 90 76 53 16 / +228 90 62 55 60 / +228 90 15 74 27

Courriels : ltdhtogo@gmail.com / asvitto@gmail.com / mis607506@gmail.com

Cet esprit républicain et panafricain qui guide vos actions et programmes, et qui a été également et vigoureusement défendu par l'un de vos prédécesseurs, l'ancien président John Jerry Rawlings et le peuple ghanéen, est un gage de réconfort et une marque de confiance que les populations togolaises place en vous. Aussi, le peuple togolais dans son ensemble n'oublie pas l'accueil emprunt d'humanisme et de solidarité que le peuple frère du Ghana n'a cessé de réserver à tous les réfugiés politiques que les dirigeants togolais font encore depuis des années.

Faut-il encore le rappeler, cet élan panafricaniste que nous appelons encore de tous nos vœux, a été la ligne directrice de votre adresse en décembre 2017, lors de la visite au Ghana de votre homologue français, monsieur Emmanuel Macron. Vous déclariez en substance que :

*« On ne peut pas continuer à faire des politiques pour nous, dans nos pays, dans nos régions, sur notre continent, sur la base du soutien que le monde occidental, la France ou l'Union Européenne voudrait bien nous donner. Ça ne va pas marcher, ça n'a pas marché hier et ça ne marchera pas demain. Notre responsabilité est de tracer la voie par laquelle on pourra développer nos nations nous-mêmes. Ce n'est pas correct pour un pays comme le Ghana, soixante ans après les indépendances, d'avoir encore son budget de la santé et de l'éducation financé par la générosité et la charité des contribuables européens... On devrait être maintenant capable de financer nos besoins basiques nous-mêmes. Et si nous devons considérer les prochaines soixante années comme une période de transition, une transition à partir de laquelle on pourra se tenir debout de nous-mêmes, notre préoccupation ne devrait pas être ce que le contribuable français décide de faire pour nous ».*

Et abordant la douloureuse question de l'immigration, vous affirmiez, avec un pincement au cœur, que :

*« Ces jeunes gens qui ont montré beaucoup d'endurance et d'ingéniosité en traversant le Sahara, trouvant des solutions pour traverser la méditerranée avec des bateaux de fortunes ; toute cette énergie, nous la voulons ici dans nos pays travaillant pour le développement. Et nous allons avoir ces énergies au service de nos pays si nous mettons en place des systèmes qui montrent aux jeunes que nos pays regorgent d'opportunités pour eux, qu'il y a encore de l'espoir ici. Nous voulons que les jeunes Africains restent en Afrique. Et cela veut dire que nous devons nous débarrasser de cette mentalité de dépendance, cette mentalité qui nous emmène à nous demander ce que la France peut faire pour nous. La France fera ce qu'elle a à faire pour son propre bien et si cela coïncide avec nos intérêts, « tant mieux », comme disent les Français. Mais notre principale responsabilité en tant que leaders, citoyens, c'est de réfléchir à ce que nous devons développer pour nos propres pays. Où toutes les institutions fonctionnent correctement, cela va nous permettre d'avoir la bonne gouvernance, une gouvernance responsable qui rend compte et qui s'assure que l'argent mis à la disposition des leaders est utilisé dans l'intérêt de l'État, du peuple, et non pour les intérêts de ces leaders. Un système qui permet une diversité, qui permet au peuple de s'exprimer librement et qui contribue à ancrer la volonté du peuple et les intérêts du public ».*

**Monsieur le Président,**

Dans une correspondance similaire en date du 26 août 2020 que nous avons adressée à votre prédécesseur, le Président Issoufou Mahamadou de la République du Niger, que nous avons la faveur de joindre à la présente, nous avons relevé en effet que le temps est venu que la CEDEAO comprenne qu'il est grand temps et il devient impérieux que chaque dirigeant de son espace a un contrat spécifique avec son peuple, et non seulement avec les autres chefs d'État de la communauté, du moins en matière de gouvernance interne des peuples et de la gestion des ressources ; car l'espace CEDEAO reste confronté à d'importants défis qui menacent le tissu social et la survie même de l'Institution. Et pour y pallier, tous les dirigeants de la communauté doivent procéder à la mise en œuvre de la politique inscrite dans la *Vision 2020 de la CEDEAO* qui implique une matérialisation des points de vue et des



aspirations des citoyens de la CEDEAO à savoir une gestion transparente, couplée d'une obligation redditionnelle qui exigent que les dirigeants doivent rendre compte de la manière dont ils gèrent les ressources publiques ; ceci nécessite de façon impérative et urgente le renforcement et l'enracinement des institutions de la gouvernance démocratique, en s'appuyant sur les normes internationales appropriées en tant qu'élément important pour renforcer une telle gouvernance au sein de notre communauté, afin d'en faire une région gouvernée conformément aux principes de démocratie, d'État de droit et de bonne gouvernance, avec pour soubassement une gestion alternée du pouvoir politique au sommet de l'appareil étatique.

Au moment où la question des troisièmes mandats fait lourds débats en Guinée avec le Président Alpha Condé et en Côte d'Ivoire avec le Président Alassane Ouattara, leur homologue togolais, monsieur Faure Gnassingbé, est dans son quatrième mandat, sans qu'une attention particulière n'y soit accordée ! Que doivent comprendre les Togolais ? Le cas du Togo échapperait-il à tout débat ? Et pour quelles raisons ?

Ce qui reste cependant irréfutable est l'affirmation que si les Présidents Alpha Condé et Alassane Ouattara mordent aujourd'hui aux velléités du troisième mandat envers et contre les principes et la vision de la CEDEAO, c'est incontestablement parce que cette CEDEAO n'a pas pu hier freiner leur homologue Faure Gnassingbé dans ce même élan. Aujourd'hui que ce dernier « s'offre » un quatrième mandat au détriment des aspirations de son peuple, et surtout avec la bénédiction de la CEDEAO, comment cette CEDEAO pense-t-elle encore poser et défendre le principe de la limitation des mandats présidentiels dans son espace communautaire ? En clair, si la question des troisièmes mandats se pose en Guinée Conakry et en Côte d'Ivoire, c'est parce que la CEDEAO en a permis au Togo, et en favorise même un quatrième. Ne faudrait-il pas, une fois pour toutes, faire taire cette tentation de s'éterniser au pouvoir ? Nous pensons quant à nous que savoir s'arrêter et dire NON est aussi une marche vers le changement.

#### **Monsieur le Président,**

Au regard des multiples échecs consécutifs aux nombreuses tentatives de résolutions des crises politiques au Togo, il est évident que ceux qui se sont investis en vain puissent manifester des déceptions et se lasser dans l'accompagnement des acteurs immatures. Et c'est la présomption que la société civile peut se permettre de faire par rapport à vos efforts ; certainement vous auriez été déçu et c'est ce qui nous emmène à vous prier de reprendre votre bâton de pèlerin pour venir une fois encore au secours de votre peuple frère du Togo.

Vos nouvelles responsabilités en tant que Président en exercice de la CEDEAO doublées de votre expérience de médiateur dans cette crise en 2017, dégagent en vous des provisions suffisantes d'énergie et du savoir-faire nécessaires pour aider la nation togolaise à sortir de la léthargie dans laquelle elle s'est plongée depuis l'élection présidentielle du 22 février 2020, avec son lot de meurtres, d'assassinats, de restrictions continues des espaces de libertés ; et la conduire à atteindre le bout du tunnel auquel ses populations aspirent depuis de longues années déjà. La société civile et le peuple togolais portent un grand espoir sur votre personne qui pourra certainement leur offrir la joie d'appartenir à la communauté CEDEAO. A cet effet, nous voudrions vous rassurer de notre disponibilité à œuvrer à vos côtés, si besoin est, pour le bonheur du peuple togolais et des populations de la sous-région.

Que Le Créateur vous inspire et vous éclaire abondamment.

Dans l'attente que nos préoccupations seront partagées par vous, et vous avec vos pairs, nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions de croire, **Excellence Monsieur le Président en Exercice**, en l'expression de notre très haute considération.

*Handwritten signature*

M. Fousseini KPERPAGAS



M. Monzouwe B. ATCHOLI KAO

*Handwritten signature*

M. Koffi DANTSEY

*Handwritten signature*

M. Aklèssou AGOUZOU



Me Joseph Nadjika K. AKPOSSOGNA

*Handwritten signature*

M. Basile AMENUVEVE

**Ampliations :**

- Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement
- Conseil des Ministres
- Parlement de la Communauté
- Conseil Économique et Social de la Communauté
- Cour de Justice de la Communauté
- Secrétariat Exécutif
- Commission de la CEDEAO
- Union Africaine
- Organisation des Nations Unies
- Délégation de la Commission de l'UE au Togo
- Ambassade du Ghana au Togo
- Ambassade d'Allemagne au Togo
- Ambassade des USA au Togo
- Ambassade de la France au Togo
- Coopération du Système des Nations Unies au Togo
- Conseil de la diaspora togolaise au Ghana
- Presse locale et internationale



M. Daguerre K. AGBEMADOKPONOU

*Handwritten signature*

M. Bassirou TRAORE

*Handwritten signature*

M. Poro EGBOHOU

*Handwritten signature*

Me Célestin Kokouvi G. AGBOGAN

*Handwritten signature*



M. Issaou SATCHIBOU

*Handwritten signature*

M. Emmanuel H. SOGADJI